

« Transformer nos formations en lien avec les problématiques d'aujourd'hui »

Hélène Dang Vu, maître de conférences à l'École d'urbanisme de Paris (EUP), revient sur les 10 ans de l'institution et présente des nouveautés pédagogiques pour la rentrée 2026-2027 qui se veulent en phase avec les débats contemporains.

Dans quel état d'esprit abordez-vous les 10 ans de l'École d'urbanisme de Paris ?

C'est un moment de célébration pour le parcours accompli, mais aussi l'occasion de faire un bilan et d'annoncer des évolutions. Nous connaissons une période importante de transformation des métiers de l'urbanisme et de l'aménagement. En dix ans, le monde a largement changé et on ne pose plus du tout les mêmes questions qu'en 2015, date de la première rentrée de l'EUP [à la suite du rapprochement de l'Institut d'urbanisme de Paris de l'université Paris-Est Créteil et de l'Institut français d'urbanisme de l'université Gustave-Eiffel, ndr]. Beaucoup d'événements perturbants se sont passés depuis : le Covid, des changements géopolitiques, la montée de l'extrême droite, des traductions immédiates et concrètes de l'urgence climatique... Ces évolutions, nous souhaitons les traduire dans l'offre de formation de l'EUP, avec comme volonté de répondre à une nouvelle génération qui nous rappelle combien il est urgent d'agir et d'engager tous les acteurs professionnels des territoires, des villes, de l'aménagement, de l'urbanisme. Il est urgent de penser ces changements dans un souci de justice, d'équité et de solidarité.

L'école a publié un manifeste il y a maintenant trois ans. Comment le faites-vous évoluer ?

C'est un texte dans lequel nous avons assumé des valeurs partagées, que l'on défend dans une formation publique universitaire en prise avec les problématiques sociétales et complexes de nos professions. Nous l'avons coconstruit et corédigé avec les 40 enseignants-chercheurs titulaires. C'était aussi pour rappeler que les acteurs professionnels nous attendent, sont en demande et qu'il est important d'avoir des lieux, comme le Club Ville Aménagement ou la revue *Urbanisme*, pour tenir des débats qui permettent de transformer la formation en lien avec ces problématiques d'aujourd'hui. Nous sommes à un moment de bifurcation, notamment autour de la recherche de nouveaux modèles économiques et philosophiques. Beaucoup de professionnels rediscutent le sens de nos métiers afin de répondre à une série d'exigences légitimes – avec des projets plus vertueux, plus inclusifs, des processus davantage partagés –, mais difficiles à porter dans un contexte de contraction des finances et des budgets alloués à l'action publique – qui fait elle-même l'objet d'attaques idéologiques. Cela pose de nombreuses questions auxquelles toute formation universitaire en urbanisme et aménagement doit préparer les étudiants. Comment repenser les métiers et les instruments d'arbitrage, d'évaluation et de contrôle pour intégrer tous ces enjeux de la production ? Comment reconvertir des biens immobiliers obsolètes vacants pour permettre leur réutilisation sur plusieurs cycles de vie ? Comment écologiser les bilans d'aménagement ? Ne faut-il pas cesser de considérer ces injonctions comme des coûts supplémentaires pour commencer à les voir plutôt comme des investissements pour l'avenir ? Ces questions sont loin d'avoir trouvé des réponses et, en même temps, il est très stimulant de voir autant d'acteurs réfléchir à de nouvelles manières de faire la ville.

Quels remaniements allez-vous apporter aux formations de l'EUP ?

La traduction concrète de nos réflexions tient tout d'abord dans l'apparition de nouveaux diplômes et de nouvelles spécialités, comme la création d'un parcours en alternance de master 2 intitulé « Sols et sobriété foncière », qui proposera des cours sur l'essence des sols, les régimes de la propriété foncière, les acteurs des sols, l'agriculture... Et cela, non pas pour former des écologues, mais des urbanistes capables de voir autrement les ressources – comme le système fonctionnel écologique des sols –, et de faire des arbitrages. De plus, nous avons aussi créé une licence professionnelle intitulée « Instruire et planifier l'urbanisme des transitions » dans l'idée de former aux métiers de l'instruction des sols dans un moment où on les pense différemment dans l'aménagement, avec des injonctions à la sobriété foncière particulièrement fortes. L'idée est de mieux former afin de valoriser ces métiers.

À côté de ces créations, l'ensemble de l'offre prend un virage fort. Nos formations sur l'aménagement, au projet et à la programmation sont aujourd'hui positionnées sur la question de la ville existante. Nous avons donc désormais un parcours « Programmer/transformer la ville existante », car il faut outiller les futurs professionnels qui feront essentiellement du recyclage urbain. Il y aura aussi des blocs « Agir pour la transition écologique », avec des enseignements axés sur le fait de renaturer et biosourcer la ville. Ce n'est pas dire que l'aménageur ou le programmiste n'existeront plus, ni que l'on ne fera plus jamais de projets urbains, mais plutôt regarder d'une façon contemporaine la formulation des problèmes.

Il y a aussi un parcours sur les espaces publics qui comprend les espaces ouverts et les communs – tout ce qui n'est pas public, mais qui participe du cadre de vie –, car cela ouvre des réflexions nouvelles sur le paysage. Sans oublier les questions de mobilités et de transports qu'il faut reconnecter aux réseaux, des

services urbains (eau, assainissement, gestion des déchets) pour aborder une approche plus métabolique dans la formation. Enfin, pour les acteurs de l'aménagement, la formation continue « Maîtrise d'ouvrage pour un urbanisme en transition » reprend en condensé l'ensemble de toutes ces problématiques.

À terme, il faudra aussi traiter les questions démographiques dans une Europe vieillissante dont la France fait partie, où les besoins et les modes de vie vont changer, avec des situations de dépendance croissantes. Et d'autres questions apparaîtront encore ; les sujets d'urbanisme évoluent avec la société. Nos formations sont, de fait, des courroies de transmission entre praticiens, chercheurs et nouvelle génération d'urbanistes. Ce sont des espaces à investir et à privilégier alors que nous devons tous transformer notre rapport à la planète et que les débats publics et médiatiques ne cessent d'être court-circuités par la diffusion de poncifs qui mettent à mal les principes démocratiques, fragilisent nos biens publics et attaquent les droits fondamentaux (l'accès à un logement digne, à la santé, à l'éducation, à la culture, à l'information...). L'aménagement et l'urbanisme portent ces responsabilités. C'est évidemment lourd et complexe, et motif de très nombreux débats. Et tant mieux si nous ne sommes pas d'accord ! C'est ce qui rend ces métiers passionnants et, je l'espère, motivants pour les nouvelles générations que nous formons.

Propos recueillis par Rodolphe Casso

